

## Stabilité du nombre de communes et de groupements à fiscalité propre en 2020, mais recul de 4 % du nombre de syndicats

Au 1er janvier 2021, la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (DOM) comptent 1 253 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soit un de moins qu'en 2020. Ils regroupent la quasi-totalité des communes et de la population française.

Un tiers de la population réside dans une communauté urbaine ou dans une métropole, un tiers dans une communauté d'agglomération (CA) et un tiers dans une communauté de communes (CC).

Deux communes nouvelles ont été créées au cours de l'année 2020 et le nombre de communes est de 34 965 au 1er janvier 2021, soit trois de moins qu'en 2020.

Le nombre de syndicats continue de diminuer (- 4 %), en particulier pour les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU). Le nombre de syndicats est désormais de 9 065 début 2021, soit 400 syndicats de moins qu'en 2020.

### Après les nombreuses fusions de 2017, nouvelle stabilité du nombre d'EPCI à fiscalité propre en 2021

Au 1er janvier 2021, la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (DOM) comptent 1 253 EPCI à fiscalité propre, soit un de moins qu'en 2020 (*figure 1*). Depuis la forte réduction (- 39 %) du nombre de ces structures au 1er janvier 2017, liée à la mise en œuvre des schémas départementaux de coopération intercommunale

(SDCI) prévus par la loi NOTRe, la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année (*tableau 1 et graphique 1*). En 2021, la métropole de Lille s'est étendue en fusionnant avec la communauté de communes (CC) de la Haute-Deûle. À la suite de la transformation de la CC du Nord de Mayotte en communauté d'agglomération (CA), on compte par ailleurs une CA de plus qu'en 2020 (et une CC de moins).

**Tableau 1 – Nombre d'EPCI à fiscalité propre selon la catégorie juridique**

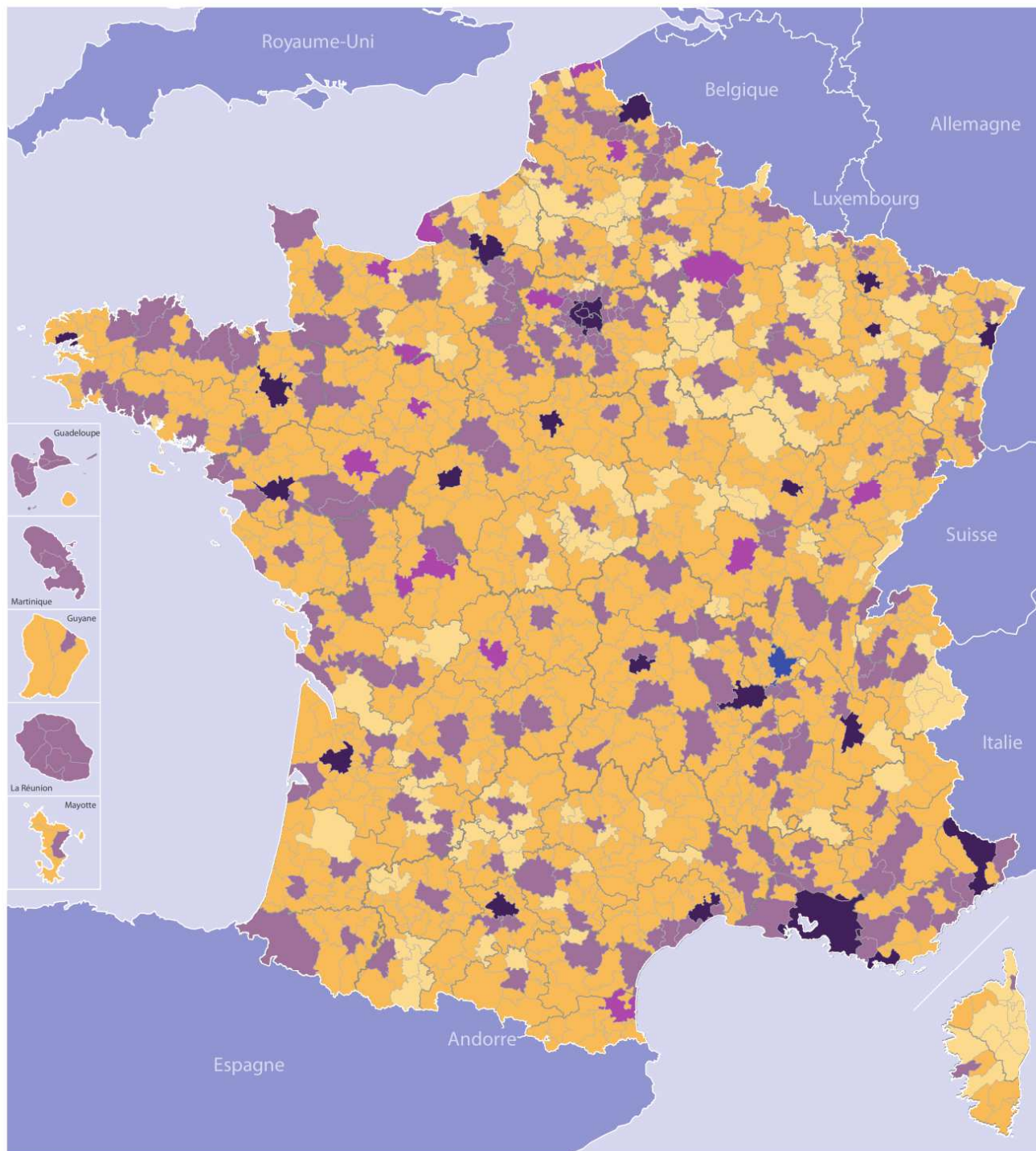
| Au 1 <sup>er</sup> janvier                   | 2017          | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | Variation<br>2021-2020 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|
| Métropoles                                   | 14            | 21            | 21            | 21            | 21            | + 0                    |
| Communautés urbaines (CU)                    | 15            | 11            | 13            | 14            | 14            | + 0                    |
| Communautés d'agglomération (CA)             | 219           | 222           | 223           | 222           | 223           | + 1                    |
| Communautés de communes (CC)                 | 1 018         | 1 009         | 1 001         | 997           | 995           | - 2                    |
| <b>Nombre d'EPCI à fiscalité propre</b>      | <b>1 266</b>  | <b>1 263</b>  | <b>1 258</b>  | <b>1 254</b>  | <b>1 253</b>  | <b>- 1</b>             |
| Métropole de Lyon                            | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             | + 0                    |
| Nombre de communes regroupées <sup>(a)</sup> | 35 411        | 35 353        | 34 966        | 34 964        | 34 961        | - 3                    |
| Nombre de communes isolées                   | 5             | 4             | 4             | 4             | 4             | + 0                    |
| <b>Nombre total de communes</b>              | <b>35 416</b> | <b>35 357</b> | <b>34 970</b> | <b>34 968</b> | <b>34 965</b> | <b>- 3</b>             |

(a) Y compris métropole de Lyon.

Champ : France, y compris Mayotte.

Source : DGCL, Banatic.

## Carte 1 – L’intercommunalité à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2021



### LES DIFFERENTS TYPES DE GROUPEMENTS A FISCALITE PROPRE

|   |  |   |   |
|---|--|---|---|
| <p><b>Métropoles</b></p> <p>Nombre : 21<br/>                     Nombre de communes : 903<br/>                     Population totale regroupée : 18 031 028</p>   | <p><b>Communautés urbaines</b></p> <p>Nombre : 14<br/>                     Nombre de communes : 658<br/>                     Population totale regroupée : 3 119 780</p>                                 | <p><b>Communautés d'agglomération</b></p> <p>Nombre : 222<br/>                     Nombre de communes : 7 461<br/>                     Population totale regroupée : 23 370 289</p> | <p><b>Métropole de Lyon</b></p> <p>Nombre : 1<br/>                     Nombre de communes : 59<br/>                     Population totale regroupée : 1 402 326</p> |
| <p><b>Communautés de communes à fiscalité professionnelle unique</b></p> <p>Nombre : 818<br/>                     Nombre de communes : 20 843<br/>                     Population totale regroupée : 19 303 456</p> | <p><b>Communautés de communes à fiscalité additionnelle</b></p> <p>Nombre : 179<br/>                     Nombre de communes : 5 040<br/>                     Population totale regroupée : 2 790 726</p> | <p><b>Communes isolées</b></p> <p>Nombre de communes : 4<br/>                     Population totale regroupée : 6 382</p>   |   |

Sources : Direction Générale des Collectivités Locales - Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales  
 Insee (Population totale en vigueur en 2020 - millésimée 2017)  
 © IGN - 2019 / Tous droits réservés

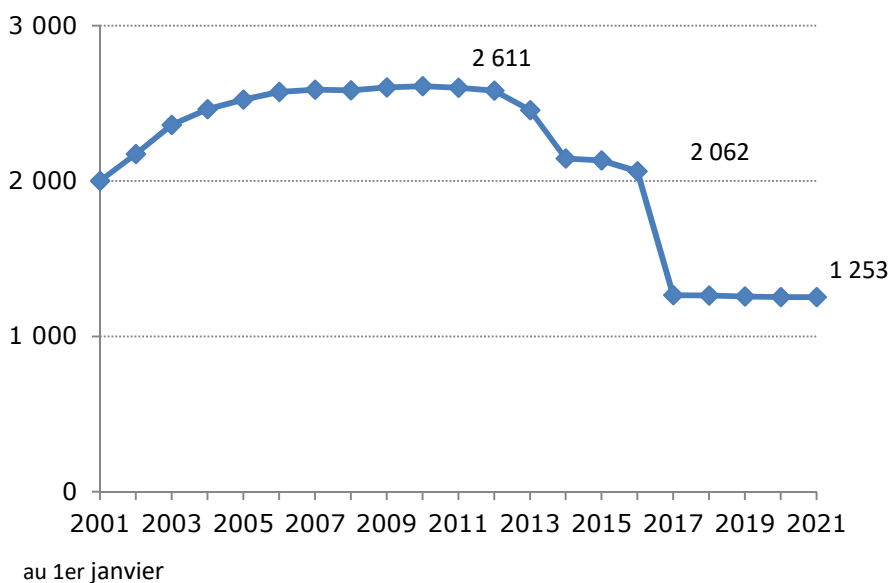
Cartographie : DGCL - DESL / Janvier 2020

### Stabilité de la taille des EPCI à fiscalité propre

La répartition du nombre d'EPCI à fiscalité propre selon leur taille (en termes de nombre d'habitants) est très stable depuis 2017 (*graphique 2*). En 2021, 28 % des EPCI regroupent moins de 15 000 habitants (*graphique 2*). Cette répartition est très différente de celle d'avant

2017, où les EPCI à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants étaient majoritaires. Cette évolution est la conséquence des fusions d'EPCI à fiscalité propre depuis 2010. Les EPCI de plus de 100 000 habitants restent en revanche peu nombreux (10 % des EPCI à fiscalité propre en 2021).

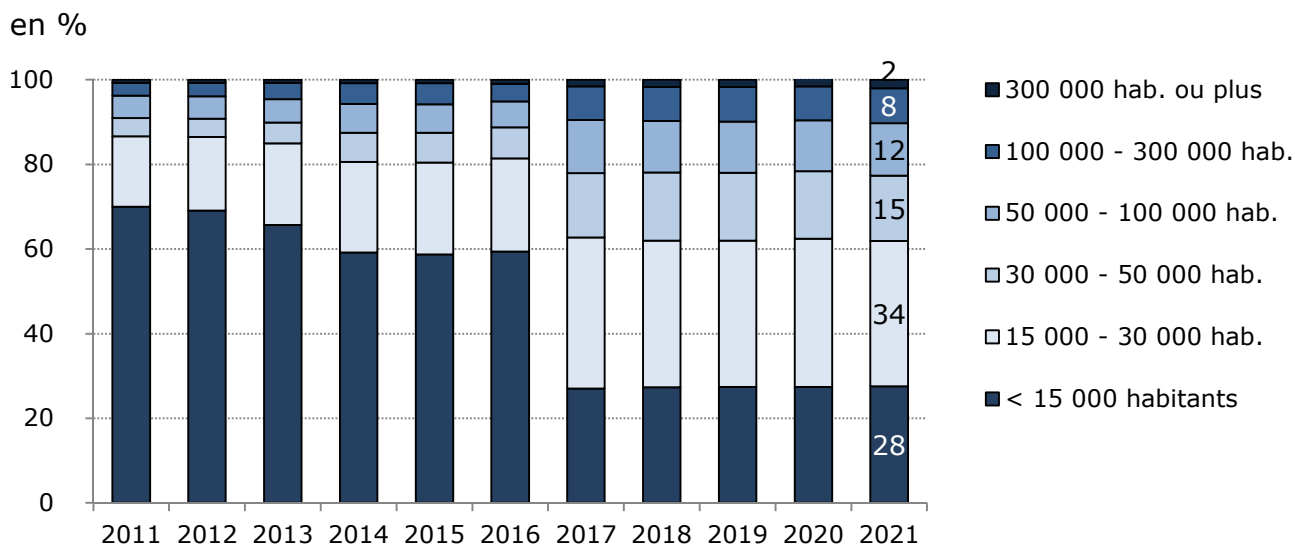
**Graphique 1 – Nombre d'EPCI à fiscalité propre**



Champ : France (y compris Mayotte).

Source : DGCL, Banatic.

**Graphique 2 – Répartition des EPCI à fiscalité propre selon leur population**



Champ : France, y compris Mayotte.

Source : DGCL, Banatic

### Un tiers de la population réside dans une métropole ou dans une communauté urbaine

Dans le même temps, la répartition de la population selon la catégorie d'EPCI à fiscalité propre a très sensiblement évolué depuis 2015 (graphique 3). En 2021, un Français sur trois habite ainsi dans une métropole ou dans une communauté urbaine (CU), alors qu'ils n'étaient que 12 % dans ce cas en 2014. Les métropoles et communautés urbaines (36 au total, en incluant la métropole de Lyon) regroupent désormais autant d'habitants que les 223 communautés d'agglomération ou que les 995 communautés de communes (environ 22 millions d'habitants).

Au 1er janvier 2021, seules quatre communes ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Toutes sont des îles mono-communales de France métropolitaine, qui bénéficient d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

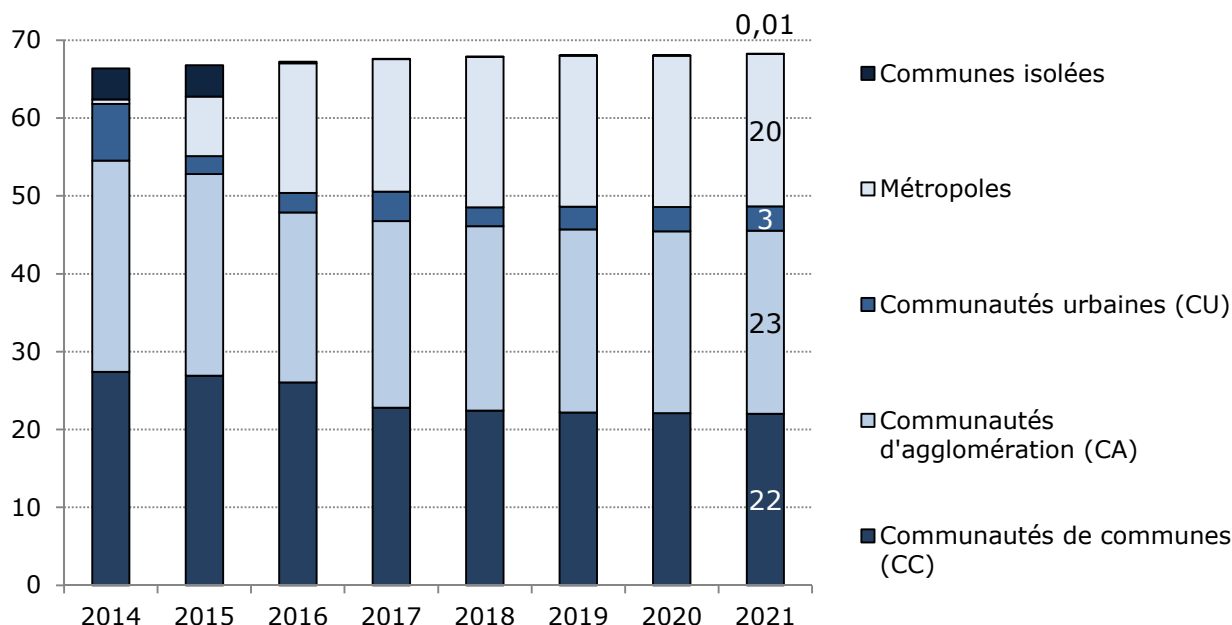
### La baisse du nombre de syndicats se poursuit, surtout pour les syndicats intercommunaux à vocation unique

Alors que le nombre d'EPCI à fiscalité propre et de communes stagne (cf. encadré), le nombre de syndicats diminue. En 2021, la baisse du nombre de syndicats a été légèrement moindre que l'année précédente : - 4,2 % (contre - 5,0 %) (graphique 4). Le nombre de syndicats est désormais de 9 065 début 2021, contre 9 465 en janvier 2020, soit 400 syndicats de moins. Cette baisse n'a concerné que les syndicats intercommunaux (- 6,5 % pour les SIVU et - 4,5 % pour les SIVOM), tandis que le nombre de syndicats mixtes est demeuré stable.

Au 1er janvier 2021, les SIVU restent majoritaires (54 %) mais leur importance diminue : les deux tiers des syndicats étaient des SIVU en 2015. Les syndicats mixtes représentent désormais 31 % des syndicats et les SIVOM 14 %. Enfin, les autres syndicats (établissements publics territoriaux (EPT), pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR) et pôles métropolitains) représentent 2 % de l'ensemble des syndicats.

**Graphique 3 – Répartition de la population selon le type d'EPCI à fiscalité propre de regroupement**

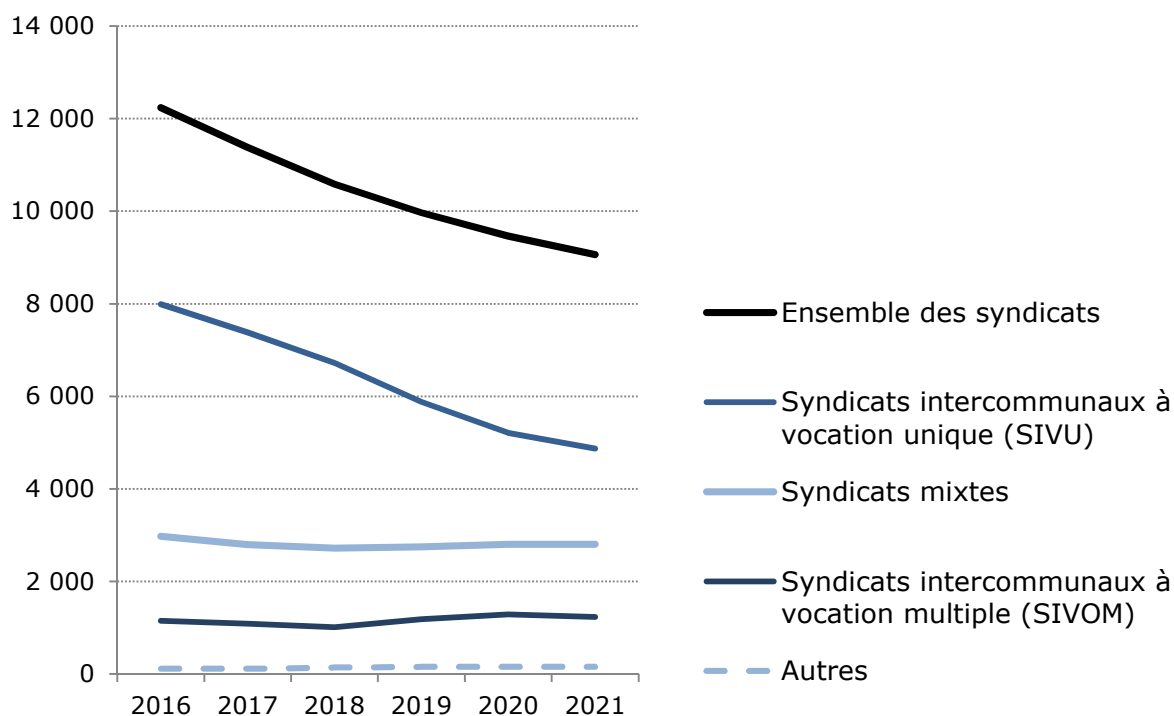
En millions d'habitants



Champ : France (y compris Mayotte).

Source : DGCL, Banatic.

**Graphique 4 – Nombre de syndicats**



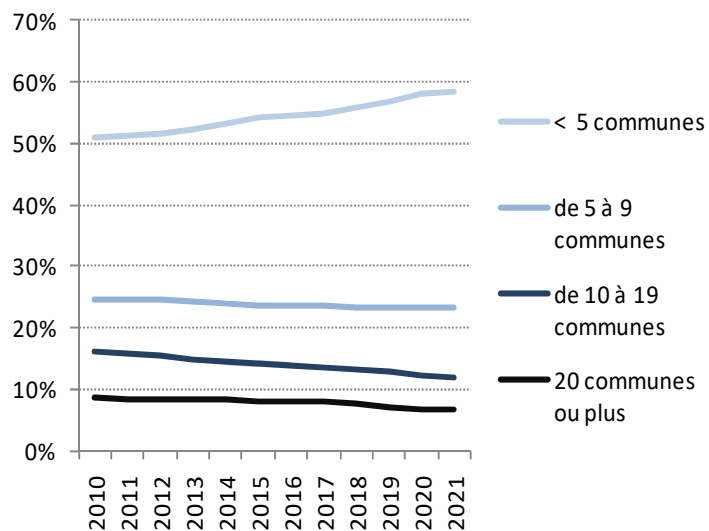
Champ : France (y compris Mayotte).  
Source : DGCL, Banatic.

**Une majorité de syndicats avec moins de cinq communes membres**

Le nombre moyen de communes membres d'un syndicat intercommunal (SIVU et SIVOM) diminue régulièrement depuis quatre ans. Il est de 8 communes début 2021, contre 9,2 début 2017. La majorité de ces syndicats (58 %) a moins de cinq communes membres et cette proportion augmente régulièrement (*graphique 5*). Près d'un quart (23 %) a entre 5 et 9 communes membres, 12 % entre 10 à 19, 3 % entre 20 et 29 et 3 % au moins 30.

Ces proportions sont différentes de celles des années 2010, quand les syndicats étaient plus nombreux. De fait, ce sont les syndicats intercommunaux de taille intermédiaire (de 10 à 19 communes membres) dont le nombre a le plus chuté entre 2010 et 2021 (- 63 % entre 2010 et 2021). La très forte diminution du nombre de syndicats de 20 communes ou plus (- 60 %) et surtout son accélération depuis quatre ans explique aussi la baisse récente du nombre moyen de communes par syndicat.

**Graphique 5 - Répartition des syndicats intercommunaux selon le nombre de leurs communes membres**



Lecture : en 2021, 58 % des syndicats intercommunaux (SIVU et SIVOM) ont moins de 5 communes membres.  
Source : DGCL, Banatic.

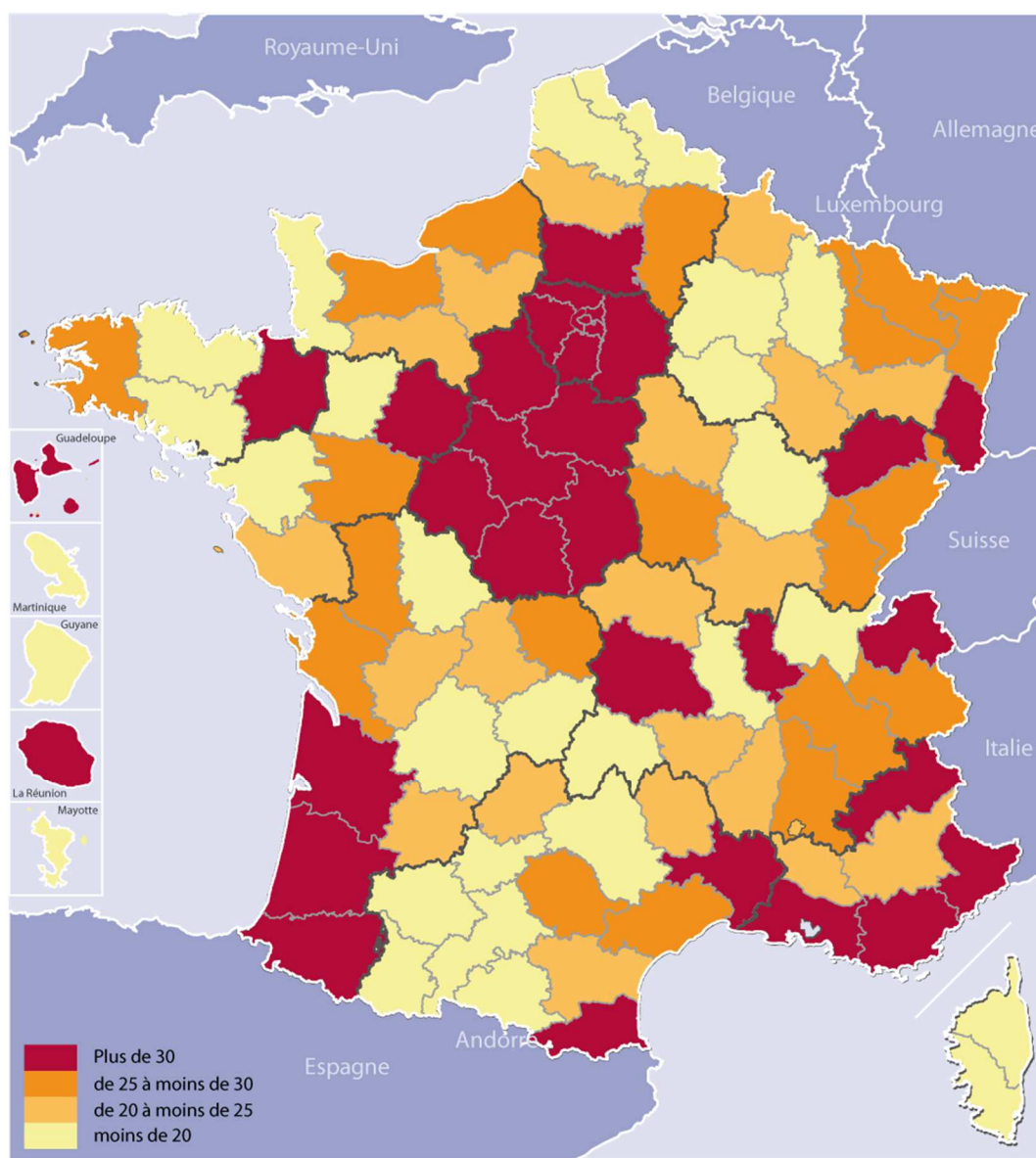
### **Le nombre de syndicats par département est lié au nombre de communes et à leur population**

Les syndicats sont inégalement répartis sur le territoire. Au niveau départemental, leur nombre croît avec celui des communes. En tenant compte du nombre de communes, des écarts subsistent en 2021 (*carte 2*). Les départements du Centre-Val de Loire ont un nombre de syndicats élevé relativement au nombre de leurs communes et à leur population. Les départements d'Île-de-France et du littoral méditerranéen ont aussi un nombre élevé de syndicats pour 100 communes, mais ces communes sont plus grandes et plus peuplées ce qui explique en partie ce taux. Il en va de même pour le Rhône, la Haute-Garonne et la Gironde.

D'autres départements ont un faible nombre de syndicats rapporté au nombre de leurs communes. C'est le cas de l'Aube, de la Côte d'Or, de la Meuse dans la partie est de la France et du Gers, du Cantal et des Hautes-Pyrénées dans le quart sud-ouest. Ce sont des départements ruraux dont la population est faible.

A l'inverse, le Morbihan, les Côtes d'Armor, la Loire-Atlantique, la Mayenne et le Nord ont également un faible nombre de syndicats rapporté au nombre de leurs communes mais leur population est nettement plus nombreuse.

**Carte 2 – Nombre de syndicats pour 100 communes en 2021**



Sources : DGCL, Banatic

## Données annexes

### Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par taille démographique au 1<sup>er</sup> janvier 2021

|  | Métropoles | CU        |          | CA         | CC         |            | EPCI à FP                   |                       |
|--|------------|-----------|----------|------------|------------|------------|-----------------------------|-----------------------|
|  |            | FPU       | FA       |            | FPU        | FA         | Total                       | dont FPU              |
| <i>En nombre de groupements comportant<sup>(a)</sup>:</i>        |            |           |          |            |            |            |                             |                       |
| moins de 5000 habitants  |            |           |          |            | 3          | 2          | <b>5</b>                    | 3                     |
| de 5 000 à 15 000 habitants                                      |            |           |          |            | 242        | 99         | <b>341</b>                  | 242                   |
| de 15 000 à 30 000 habitants                                     |            |           |          | 2          | 367        | 61         | <b>430</b>                  | 369                   |
| de 30 000 à 50 000 habitants                                     |            |           |          | 17         | 163        | 14         | <b>194</b>                  | 180                   |
| de 50 000 à 100 000 habitants                                    |            | 2         |          | 111        | 41         | 1          | <b>155</b>                  | 154                   |
| de 100 000 à 300 000 habitants                                   | 5          | 8         | 1        | 88         | 2          |            | <b>104</b>                  | 103                   |
| 300 000 habitants et plus  | 16         | 3         |          | 5          |            |            | <b>24</b>                   | 24                    |
| <b>Total</b>   | <b>21</b>  | <b>13</b> | <b>1</b> | <b>223</b> | <b>819</b> | <b>177</b> | <b>1 253</b>                | 1 075                 |
| <b>Nombre de communes regroupées</b>                             | 908        | 639       | 19       | 7 465      | 21 018     | 4 853      | <b>34 961<sup>(b)</sup></b> | 30 089 <sup>(b)</sup> |
| <b>Population totale (en millions d'habitants)<sup>(a)</sup></b> | 18,2       | 2,9       | 0,2      | 23,5       | 19,3       | 2,8        | <b>68,2<sup>(b)</sup></b>   | 65,3 <sup>(b)</sup>   |

FPU : fiscalité professionnelle unique ; FA : fiscalité additionnelle.

(a) Population totale en vigueur en 2021 (millésimée 2018).

(b) Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

### Population moyenne des groupements à fiscalité propre, par nature juridique

(en nombre moyen d'habitants par groupement)

|                                  | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2017      | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      |
|----------------------------------|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Communautés de communes (CC)     |                            | 22 411    | 22 249    | 22 163    | 22 161    | 22 150    |
| Communautés d'agglomération (CA) |                            | 109 418   | 106 578   | 105 441   | 105 272   | 105 347   |
| Communautés urbaines (CU)        |                            | 250 376   | 221 272   | 224 845   | 222 841   | 223 435   |
| Métropoles                       |                            | 1 134 650 | 853 919   | 856 536   | 858 620   | 864 503   |
| Métropole de Lyon                |                            | 1 374 964 | 1 390 240 | 1 400 134 | 1 402 326 | 1 415 357 |
| Ensemble                         |                            | 53 317    | 53 691    | 54 018    | 54 197    | 54 410    |

Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

### Population moyenne des territoires appartenant au périmètre des syndicats, par nature juridique

(en nombre moyen d'habitants par territoire)

|  | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2017    | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    |
|--|----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)    |                            | 14 055  | 13 882  | 13 361  | 12 902  | 12 943  |
| Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) |                            | 18 428  | 15 487  | 14 880  | 12 447  | 14 418  |
| Etablissements publics territoriaux (EPT)            |                            | 438 643 | 441 651 | 447 636 | 445 899 | 448 450 |
| Syndicats mixtes                                     |                            | 193 485 | 206 153 | 204 926 | 213 211 | 218 386 |
| Pôles métropolitains                                 |                            | 657 542 | 671 793 | 604 242 | 599 644 | 606 494 |
| Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)        |                            | 76 729  | 81 807  | 86 095  | 85 634  | 85 299  |
| Ensemble   |                            | 60 184  | 65 702  | 69 187  | 75 143  | 79 756  |

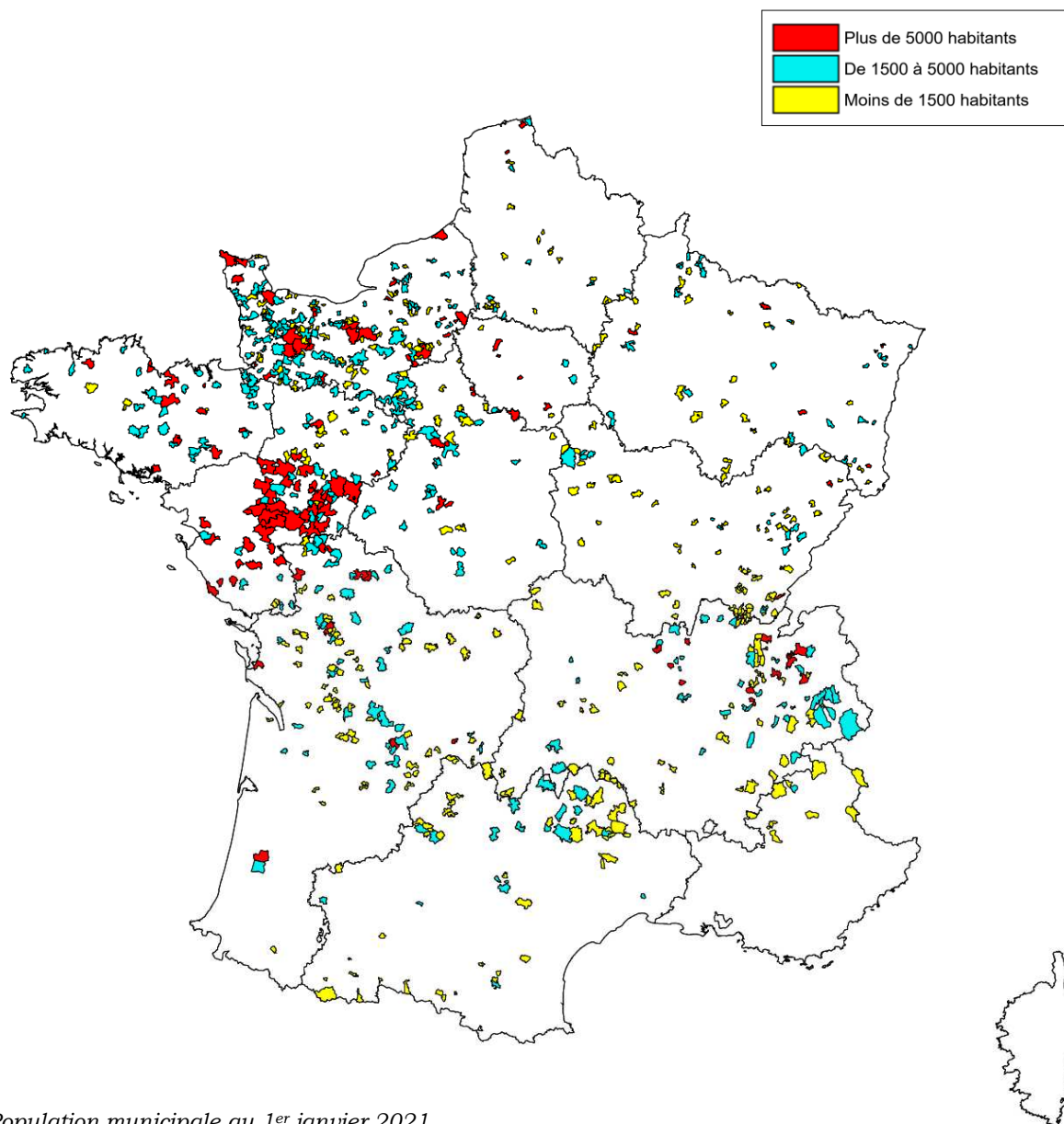
Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

### Encadré : deux communes nouvelles créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021

Seules deux communes nouvelles ont été créées au cours de l'année 2020, une en Charente (regroupement de deux communes) et une en Mayenne (regroupement de trois communes). Elles comptent respectivement 1 026 et 1 121 habitants. Le nombre total de communes en France métropolitaine et dans les DOM diminue donc de trois unités, et s'établit à 34 965 communes au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### Carte - Communes nouvelles créées depuis 2010, selon leur population <sup>(a)</sup>



(a) Population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2021

Source : DGCL, Banatic.

#### Pour en savoir plus

BIS 143 - Entre 2019 et 2020, stabilité du nombre de groupements à fiscalité propre et de communes mais recul de 5% du nombre de syndicats, mai 2020, DGCL

BIS 134 - Situation de l'intercommunalité au 1<sup>er</sup> janvier 2019, avril 2019, DGCL

BIS 130 - Dix ans après la loi de réforme des collectivités territoriales, 34 970 communes dont 774 communes nouvelles, mars 2019, DGCL

L'ensemble des données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le portail des collectivités locales : [www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales)

**Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales**  
**Direction Générale des Collectivités Locales**

2, Place des Saussaies – 75800 PARIS Cedex 08 – Téléphone : 01 40 07 68 29 – Télécopie : 01 49 27 34 29  
Directeur de la publication : Stanislas BOURRON